

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2700>



Intervention de Clément Lefèvre (SN, Rouen) dans le débat introductif

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Interventions et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - CAN des 11 et 12 décembre 2018 -



Date de mise en ligne : mercredi 12 décembre 2018

Date de parution : 11 janvier 2019

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Nous sommes au coeur d'un mouvement inédit par ses modes d'organisation qui tiennent à la cohésion apportée par la défiance vis à vis d'un pouvoir ayant rompu le « contrat social » qu'à une poussée revendicative voire révolutionnaire. Une répression policière digne des dictatures que le pouvoir en France se plaît souvent à condamner (il est assez cocasse de voir que R. Erdogan a communiqué sur « ces policiers violents du pays qui condamne la violence de nos policiers », c'est toute honte bue que ce chef d'état autoritaire donne des leçons de maintien de l'ordre à l'Etat français, mais c'est tout un symbole...). 5 morts, des dizaines de mutilés, des centaines de blessés et au-delà d'un millier d'arrestation, c'est le bilan d'un pouvoir aux abois. Les arrestations préventives comme forme d'interdiction de manifester parachèvent le tableau. A ce stade, E. Macron pouvait difficilement ne rien annoncer, il a d'abord fait le mea culpa de son arrogance, ce qui n'est pas déplaisant, peut-être que le mouvement des gilets jaunes aura au moins gagné ça : lui apprendre à faire dans sa caisse. E. Philippe et lui ont déjà annoncé les mesures que le mouvement leur a imposé : annulation des hausses de taxe sur les carburants, augmentation du SMIC, annulation des hausses de CSG pour les retraité-es les plus modeste, prime de Noël dans le privé... Mais toutes ces mesures sont le signe d'une fuite en avant dans sa politique, aucune mesure de financement n'est prise du côté des plus riches pour leur faire payer ce qu'ils doivent et rétablir quelque peu un contrat moral que demande les Gilets Jaunes ainsi qu'un assèchement de la protection sociale à travers toutes les exonérations de cotisations concédées pour faire avaler ce renoncement du pouvoir au patronat. Macron réussit à reculer, tout en faisant payer ses reculs par la sécu et par les fonctionnaires. Ces quelques 10 milliards d'euros concédés insuffisamment seront autant de postes en moins, à l'hôpital, dans l'éducation, dans les collectivités. Aussi notre responsabilité est grande : nous devons appeler très vite à ce que l'ensemble des services publics convergent avec les gilets jaunes dans la rue, dans un mouvement de grève générale. Nous n'avons que trop tardé voire tergiversé (le communiqué intersyndical de jeudi dernier appelant au « dialogue social » était à cet aune un désastre, il ne manquerait plus que nous en signions un aujourd'hui qui félicite le gouvernement de nous avoir entendu...). Nous devons lancer toutes nos forces dans la bataille sans quoi le pourrissement répressif se poursuivra et l'extrême-droite tirera profit de la rancoeur accumulée. Ce mouvement vient bouleverser toutes nos habitudes : une insurrection populaire arrache un recul en règle du pouvoir en forme malgré tout de gros enfumage, et nous continuerions d'espérer obtenir quoique ce soit dans des journées de grève (voir juste « d'action ») disséminées ? Qui espérons nous convaincre de rejoindre « l'équipe de la loose » ? C'est l'ensemble de notre logiciel syndical qui est rebattu : les modalités d'action doivent être repensées, elles doivent inspirer de la crainte chez les puissants. Notre construction elle-même doit être repensée. Qui organisons nous encore ? Les franges du salariat les moins précaires. Notre syndicalisme doit agir en priorité vis à vis des plus faibles dans les établissements : AED, AESH, agents territoriaux. Si notre syndicalisme « de métier » arrive encore à convaincre les professeur-es, il reste trop éloigné des plus faibles, comme le montrent les élections dont nous débattons demain.